Leçons pour une place fondée sur la confiance

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La monnaie comme promesse

L'occupation a montré que la monnaie est une promesse dont la valeur dépend de la crédibilité de son émetteur. Le billet banane ne promettait rien : il n'avait aucune couverture, souvent aucun numéro de série et n'était assorti d'aucun engagement de remboursement. Sa valeur reposait sur la puissance militaire japonaise et sur le contrôle des marchés. Dès que cette puissance parut décliner, les billets perdirent de la valeur à chaque défaite sur le front. La monnaie d'avant-guerre reposait au contraire sur une réserve détenue à Londres et sur l'attente du retour de son émetteur. Ceux qui la détenaient en secret, au péril de leur vie, en conservèrent la valeur.

Peu de places financières ont tiré cette leçon de manière aussi directe. La génération qui bâtit les institutions de Singapour indépendante avait vécu l'occupation en jeunes adultes. Lee Kuan Yew, qui évoqua plus tard comment il avait échappé de justesse aux filtrages du Sook Ching, prit la parole lors du rassemblement pour la « dette de sang » de 1963, alors même que le gouvernement mesurait l'importance des investissements japonais.[1] La politique monétaire de Singapour indépendante,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

qu'examine le chapitre C.V à propos de la création de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière), peut se lire en partie comme une réponse à l'expérience des années 1942 à 1945.

Couverture intégrale et Currency Act

Après sa séparation d'avec la Malaisie, Singapour conserva un régime de caisse d'émission, mis en œuvre à partir de 1967 par le Board of Commissioners of Currency, Singapore, dans un système où la monnaie était intégralement couverte par des actifs extérieurs et convertible à un taux fixe. Singapour abandonna par la suite le taux de change fixe, et le Board fusionna avec la Monetary Authority of Singapore en 2002. Un trait de l'ancien système survécut à la fusion. Selon les termes du ministre qui présenta la loi de fusion, la monnaie en circulation « continuera d'être intégralement couverte par des actifs extérieurs en permanence », un principe qui « a contribué à la confiance dans le dollar de Singapour ».[2]

La plupart des banques centrales assurent une monnaie saine sans couverture intégrale. Son maintien à Singapour traduit une préférence pour des garanties visibles et vérifiables plutôt que pour des assurances discrétionnaires. Une population qui a vu une puissance occupante imprimer du papier-monnaie sans limite attache du prix à une règle qui lie l'émission de billets à des actifs détenus à l'étranger. Les importantes réserves officielles que Singapour a accumulées depuis l'indépendance, gérées par la Monetary Authority et par GIC et examinées au chapitre D.I, expriment la même préférence à plus grande échelle.

Total Defence et la mémoire de 1942

La mémoire de l'occupation est aussi entrée dans la doctrine de défense de l'État. La Total Defence (défense totale) fut proclamée stratégie de défense globale de Singapour le 22 janvier 1984. Elle s'inspirait des stratégies de défense nationale de la Suède et de la Suisse et reposait à l'origine sur cinq piliers : défense militaire, civile, économique, sociale et psychologique. Un sixième pilier, la défense numérique, fut ajouté en 2019. Le Total Defence Day est célébré le 15 février. Depuis 2015, les sirènes d'alerte publiques retentissent à 18 h 20, heure de la capitulation de 1942.[3]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La défense économique recouvre les efforts du gouvernement pour soutenir l'économie en temps de crise, y compris la constitution de stocks de produits essentiels.[4] Pour une place financière, la notion s'étend à la résilience des systèmes de paiement, à la continuité des banques et à la conservation des archives. L'influence suisse sur la doctrine ajoute un lien entre les deux volumes. Un petit État doté d'un grand secteur financier a appris d'un autre petit État que la survie nationale exige que l'économie et la population soient préparées, au même titre que l'armée.

La confiance comme actif institutionnel

L'occupation a aussi montré les limites d'une confiance fondée uniquement sur les relations personnelles. Les réseaux de clan et de dialecte qui faisaient vivre le marché noir de la monnaie d'avant-guerre pouvaient protéger des individus. Ils ne pouvaient pas protéger la communauté contre une armée qui exigeait sa richesse sous la menace des armes. Les dirigeants qui signèrent le nantissement de juin 1942 jouissaient du plus haut prestige dans leur communauté, ce qui faisait d'eux les cibles toutes désignées de l'extorsion. Après la guerre, les institutions de l'État colonial, puis de la république indépendante, assumèrent le rôle de garant de la propriété et de la valeur de la monnaie. Le chapitre F.I examine comment l'État de droit est devenu, à Singapour, un élément de l'infrastructure économique.

Cette expérience explique en outre une sensibilité particulière de Singapour au risque géopolitique. Une place qui avait été conquise en quelques semaines, et dont la monnaie avait été remplacée du jour au lendemain, ne pouvait tenir sa sécurité pour acquise. La stratégie d'équilibre entre les grandes puissances, examinée aux chapitres F.IV et K.V, et l'accent mis sur les réserves, la défense et la diversification des partenariats reflètent cette mémoire. Pour la clientèle privée, la leçon prit une autre forme : les familles qui avaient perdu leur fortune en 1942 diversifièrent leurs avoirs entre juridictions et classes d'actifs, une habitude que le chapitre E.III retrouve dans les structures des family offices modernes.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Liste de contrôle : héritages de l'occupation dans la pratique actuelle

- Traiter avec prudence les actifs, les archives et les titres de propriété de la période 1942 à 1945, car les opérations réalisées en monnaie d'occupation peuvent avoir été réévaluées par la législation Debtor and Creditor (Occupation Period) ou par des décisions de justice ultérieures.
- Vérifier la chaîne des titres de propriété des biens immobiliers et des actions de sociétés qui ont changé de mains pendant l'occupation, en particulier lorsque des biens ennemis ont été saisis, vendus ou restitués par la suite.
- Dans l'histoire familiale et la structuration patrimoniale, documenter l'origine des actifs transférés à l'étranger ou cachés pendant la guerre, car des questions de provenance peuvent surgir des générations plus tard.
- Dans la planification de la continuité d'activité, conserver des doubles des archives et des actifs dans plusieurs juridictions, à l'exemple de la précaution prise par l'OCBC avant l'occupation.
- Dans l'évaluation du risque de change et du risque souverain, distinguer la fonction de transaction de la monnaie de sa fonction de réserve de valeur, que le billet banane avait perdue bien avant de cesser de servir aux paiements quotidiens.
- Considérer la couverture intégrale de la monnaie singapourienne et le niveau des réserves officielles comme des atouts institutionnels de la place financière, tout en gardant à l'esprit qu'ils reposent sur des choix législatifs et politiques susceptibles d'évoluer.

Notes

1. Henedick Chng, « Why ‘Syonan-to’ is still painful », *Mothership*, 18 février 2017 : Lee Kuan Yew prit la parole lors du rassemblement, raconta comment il avait échappé de justesse au massacre du Sook Ching et déclara que le

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

gouvernement soutenait la revendication même si elle risquait de rendre plus difficile l'attraction d'investissements japonais. ↩

2. Ministry of Finance, Second Reading Speech de Lim Hng Kiang sur le Currency (Amendment) Bill 2002, Parlement, 22 juillet 2002 : « BCCS was set up in 1967 to implement the currency board system, which Singapore then practised » ; dans ce système, « the exchange rate was fixed between the domestic currency and a specified foreign currency ». Monetary Authority of Singapore, « History of Currency in Singapore », mas.gov.sg (consulté en novembre 2026) : les billets et pièces en dollars de Singapour étaient émis par le Board of Commissioners of Currency, Singapore, qui fusionna avec la Monetary Authority of Singapore en 2002 ; à partir de 1967, Singapour, la Malaisie et Brunei émirent leurs propres monnaies nationales. Ministry of Finance, Second Reading Speech de Lim Hng Kiang, 22 juillet 2002, par. 5 et 10 : « Currency-in-circulation will continue to be fully backed by external assets at all times » ; la couverture intégrale « has contributed to confidence in the Singapore dollar » ; le nouveau Currency Fund « would continue to provide at least 100% backing for the currency-in-circulation at all times ». ↩

3. Wikipedia, « Total Defence (Singapore) » (consulté en novembre 2026) : officiellement proclamée le 22 janvier 1984 avec cinq piliers (militaire, civil, économique, social, psychologique) ; inspirée des stratégies de la Suède et de la Suisse ; la défense numérique fut ajoutée comme sixième pilier en 2019. Wikipedia, « Total Defence (Singapore) » (consulté en novembre 2026) : le Total Defence Day est commémoré le 15 février ; l'heure des sirènes fut déplacée de 12 h 05 à 18 h 20 en 2015 pour correspondre à l'heure de la capitulation de 1942. ↩

4. Wikipedia, « Total Defence (Singapore) » (consulté en novembre 2026) : la défense économique recouvre les efforts du gouvernement pour soutenir l'économie, y compris la constitution de stocks de produits essentiels. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com